



Quelques chiffres :

Inflation (moyenne des 12 derniers mois à fin février 2014) : + 0,81 %.

Dette publique (fin du 4^e trimestre 2013) : 1925,3 Md€, 93,5% du PIB.

Balance commerciale (2013) : -61,2Mds€.

Chômage au sens du BIT (4^e trimestre 2013)¹ : 10,2%.

Dépenses publiques 2013 : 1 176 Mds€.

¹ Au 1^{er} trimestre 2013, le questionnaire de l'enquête Emploi a été rénové. Certaines reformulations du nouveau questionnaire ont modifié la teneur des réponses d'une petite proportion de la population enquêtée. Ceci a un impact sur la mesure en niveau des principaux indicateurs.

*Zoom

On entend par facture énergétique le déficit commercial du secteur énergétique (pétrole, gaz et électricité). En France, elle atteint 65,8 Mds d'€ en 2013 (contre 69,1 Mds d'€ en 2012), soit 3,1 % du PIB. Son évolution est très liée à l'évolution du prix du baril de pétrole.

Commerce extérieur : problème de compétitivité et facture énergétique

Après le record de 2011 (-74,3 Mds d'€), le déficit commercial français se réduit, pour la deuxième année consécutive, pour atteindre 61,2 milliards d'euros en 2013. La réduction du déficit est principalement due à la contraction des échanges et à un recul du déficit énergétique.

Malgré une légère amélioration en 2012 et 2013, la balance commerciale s'est fortement dégradée depuis le début des années 2000. Son évolution de moyen/long terme (cf. graphique ci-dessous) recoupe deux réalités différentes. Elle est le résultat :

D'une part, d'un problème de compétitivité de nos entreprises.

La part de marché de la France dans les exportations mondiales a chuté de plus de 25 % entre 2000 et 2010, passant ainsi de 4,8 % à 3,6 %. Si, compte tenu du poids croissant des pays émergents dans le commerce mondial, un recul était attendu, l'évolution des exportations françaises au sein de la zone Euro est plus inquiétante.

Les origines sont bien connues : l'industrie française fait face à un problème de positionnement, pas assez haut de gamme pour concurrencer l'Allemagne et trop cher pour concurrencer les pays à bas coûts, qui pénalise les exportations françaises. Le niveau de l'euro face au dollar, le fameux euro fort, accentue en outre ce problème de positionnement.

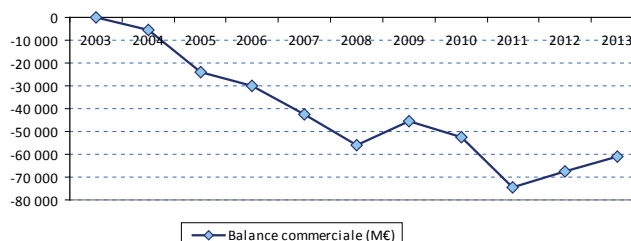
Les remèdes également : pour sortir de cette situation, un certain nombre de rapports prônent une montée en gamme de l'économie française notamment via une hausse des investissements et le développement de la R&D.

Si les discours politiques en faveur d'une montée en gamme sont légions, la concentration des aides publiques en matière d'emploi sur les bas salaires pose question et tend à accentuer la spécialisation française sur les métiers peu qualifiés.

D'autre part, d'un alourdissement important de la facture énergétique*.

Le déficit énergétique a progressé de façon spectaculaire ces dernières années (23 milliards d'€ en 2003, 65 milliards d'€ en 2013), rendant indispensable les réflexions sur la transition énergétique et les énergies renouvelables.

Evolution de la balance commerciale annuelle (M€)



Un regain de confiance, qui reste à traduire dans les chiffres de l'emploi à venir

• Balance Commerciale :

La Balance commerciale s'établit à -61,2 Mds€ en 2013. L'aéronautique y contribue positivement avec un excédent record de 22 Mds d'€. De même, l'excédent commercial des produits chimiques, parfums et cosmétiques atteint un nouveau record (9,4 Mds d'€) à la faveur d'une baisse importante des importations (-6,1 %).

Du côté des déceptions, le déficit commercial des véhicules automobiles croît de 2,9 Mds d'€ pour atteindre 8,9 Mds d'€, victime de la baisse des exportations vers l'Europe hors UE et l'Afrique et de la hausse des importations (achats anticipés du fait de la hausse de la TVA au 1^{er} janvier 2014 et du nouveau bonus/malus).

1. ENTREPRISES

• Production :

En janvier 2014, la production industrielle est en légère baisse (-0,2 %, après -0,6 % en décembre 2013). Elle progresse dans les « matériels de transport » (+4,7 %), et rebondit fortement dans la « cokéfaction et raffinage » (+12,6 %). Elle baisse nettement dans les « industries extractives, énergie, eau » (-4,4 %) ainsi que dans les « équipements électriques, électroniques, informatiques, machines » (-2,7 %).

• Climat des affaires :

L'indicateur du climat des affaires en France, calculé à partir des réponses des chefs d'entreprise des principaux secteurs d'activité, gagne un point et atteint 95. Il se situe à cinq points sous sa moyenne de longue période (100).

Cet indicateur reste stable dans l'industrie, et augmente d'un point dans les services et le bâtiment. Enfin, il progresse de deux points dans le commerce de détail comme dans le commerce de gros.

2. MENAGES

• Consommation des ménages :

En février, les dépenses de consommation des ménages en biens augmentent de 0,1 % en volume, après avoir baissé de 2,1 % en janvier. Cette évolution s'explique par une baisse des dépenses dans la plupart des postes notamment celui de la consommation alimentaire -0,7 % après -0,5 % (4^e baisse consécutive depuis octobre 2013) et de la consommation d'énergie -0,6 % après -6,4 % en janvier.

Le fort rebond des achats de voitures +5,1 %, après -7,6 % en janvier, permet toutefois de rester dans le positif.

• Confiance des ménages :

En mars 2014, la confiance des ménages gagne 3 points, et retrouve son niveau de juillet 2012.

L'opinion des ménages sur leur capacité d'épargne actuelle augmente nettement (+6 points), après une baisse de 4 points. De même, celle sur leur capacité d'épargne future progresse fortement (+9 points) après une baisse de 6 points.

Après 2 mois de hausse (+6 points), les ménages sont moins inquiets en mars concernant l'évolution future du chômage (55 points). Toutefois ce solde reste très largement au-dessus de sa moyenne de long terme (32 points).

3. CHOMAGE

En février 2014, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A (ceux qui n'ont pas du tout travaillé au cours du mois) croît de 0,9 % (+31 500). Le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, et C (demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi) progresse quant à lui de 0,2 % (+7 900).

Sur un an, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C augmente dans les vingt-deux régions de France métropolitaine (la plus faible progression est réalisée en Bourgogne +1,7 % et la plus haute en Corse +9,2 %). Les départements d'Outre-Mer enregistrent une hausse de 2,4 %.

Contacts :

Alain Giffard, secrétaire national en charge du secteur Économie et Industrie
✉ alain.giffard@cfecgc.fr

Service Économie : Anne Bernard, Francine Didier, Kevin Gaillardet et Justine Vincent
✉ kevin.gaillardet@cfecgc.fr